

Déclarations

Enquêtes

Outils

relatifs aux DÉCHETS

A collage of various icons representing different aspects of business and sustainability. The icons include a factory, a lightbulb, a globe, a recycling symbol, a truck, a calendar, a bar chart, a document, a battery, a lightbulb, a truck, a washing machine, a broken egg, a bowl, a recycling symbol, a calendar, and a line graph. The icons are arranged in a grid-like pattern, with some icons appearing multiple times. The colors used are blue, green, grey, and black.



Présentation de Rudologia



Rudologia - Pôle de Compétences Déchets, est un organisme national fédérant les principaux acteurs de la filière, basé à Lons-le-Saunier (Jura). Il possède le statut d'association, régie par la Loi du 1er juillet 1901, relative au contrat d'association, et par le décret du 16 août 1901.

S'appuyant sur le savoir-faire technique du SYDOM et des industriels du Jura, Rudologia est né sous l'impulsion commune du Conseil Régional de Franche-Comté, du Conseil Général du Jura, de la ville de Lons-le-Saunier, du SYDOM du Jura et de l'ADEME. Dès son origine, il a reçu le soutien du Ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement (MATE), aujourd'hui Ministère de l'Écologie, du Développement Durable et de l'Energie.

Rudologia est chargé de différentes missions :

- La capitalisation des connaissances techniques, réglementaires et sociologiques,
- La diffusion des d'informations et des connaissances en matière de gestion des déchets,
- La valorisation des expériences à travers la formation.

Pourquoi créer ce guide ?

Sommaire

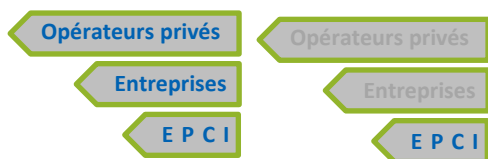
Partie 1 : Déclarations réglementaires	p.12
TGAP	p.14
GEREP	p.16
GIDAF	p.18
GISTRID	p.20
Le registre	p.22
Bordereau de Suivi de Déchets	p.24
SYDEREP	p.26
Attestation de valorisation	p.28
Collecte, courtage, négoce et transport	p.30
 Partie 2 : Déclarations financières/ organisationnelles	 p.32
Territeo	p.34
CITEO	p.36
Eco-TLC	p.38
ES-R / Ecologic	p.40
Corepile / Screlec	p.42

Partie 3 : Enquêtes officielles	p.44
Matrice des coûts	p.46
Enquête ITOM	p.48
Enquête Collecte	p.50
Enquêtes INSEE	p.52
Observatoire de Branches	p.54
Partie 4 : Outils pratiques	p.56
CO ₂ et énergie évités	p.58
Evaluac	p.60
Partie 5 : Pour aller plus loin	p.62
Onglet réglementaire	p.63
Matrice région Rudologia	p.66

Lexique des abréviations

- ADEME : Agence De l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie
- ACV : Analyse du Cycle de Vie
- AELE : Association Européenne de Libre-Échange
- AMF : Association des Maires de France
- BSD : Bordereau de Suivi de Déchets
- DASRI : Déchets d'Activités de Soins à Risques Infectieux
- DD : Déchet Dangereux
- DE : Directive Européenne
- DEEE : Déchets d'équipements électriques et électroniques
- DMA : Déchets Ménagers et Assimilés
- DND : Déchet Non Dangereux
- DNDAE : Déchet Non Dangereux des Activités Économiques
- DREAL : Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement
- EPCI : Etablissement Public de Coopération Intercommunale
- FNADE : Fédération Nationale des Activités de la Dépollution et de l'Environnement
- GEREP : Déclaration annuelle des rejets
- GIDAF : Gestion Informatisée des Données d'Autosurveillance Fréquentes
- GISTRID : Gestion par Internet du Suivi des Transferts Internationaux de Déchets
- ICPE : Installation Classée Pour l'Environnement
- INRS : Institut National de Recherche et Sécurité
- ITOM : Installation de Traitement des Ordures Ménagères
- ISDND : Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux
- OM : Ordures Ménagères
- PAV : Point d'Apport Volontaire
- REP : Responsabilité Élargie du Producteur
- SEQE : Système d'Échange des Quotas d'Émissions
- SNAD : Syndicat National des Activités du Déchet
- SVDU : Syndicat national du traitement et de la Valorisation des Déchets Urbains et assimilés
- SYDEREP : Système Déclaratif des Filières REP
- TEOM : Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères
- TGAP : Taxe Générale sur les Activités Polluantes
- TTD : Transport Transfrontaliers de Déchets

Légende



Lorsque les écritures sont **bleues**, les acteurs **sont concernés** par cette déclaration.

Lorsque les écritures sont **grises**, les acteurs **ne sont pas concernés** par cette déclaration.

Les collectivités :

Les collectivités locales sont responsables de l'élimination des déchets de ménages (code général des collectivités Art. L2224-13). Cette compétence est obligatoirement transférée à l'intercommunalité à laquelle la commune appartient.

Les collectivités peuvent réaliser la collecte et le traitement des déchets en régie ou en faisant appel à des opérateurs privés.



Elles sont ainsi amenées à communiquer les informations suivantes :

Déclarations réglementaires

TGAP	p.14
GEREP	p.16
GIDAF	p.18
GISTRID	p.20
Le registre	p.22
BSD	p.24
SYDEREP	p.26

Déclarations financières/ organisationnelles

TERRITEO	p.34
CITEO	p.36
Eco-TLC	p.38
ES-R / Ecologic	p.40
Corepile / Screlec	p.42

Enquêtes officielles

Matrice des coûts (Sinoe)	p.46
ITOM (Ademe)	p.48
Collecte	p.50

Outils pratiques

CO ₂ et énergie évités	p.58
Evalaac (sécurité collecte)	p.60

Les opérateurs privés :

Les opérateurs privés peuvent être chargés par les communes de la collecte et du traitement des déchets ménagers mais peuvent également être au service d'entreprises privées.



Ils sont ainsi amenés à communiquer les informations suivantes :

Déclarations réglementaires

TGAP	p.14
GEREP	p.16
GIDAF	p.18
GISTRID	p.20
Le registre	p.22
BSD	p.24
SYDEREP	p.26
Attestation valorisation	p.28
Collecte, transport, courtage, négoce	p.30

Déclarations financières/ organisationnelles

Eco-TLC	p.38
---------	------

Enquêtes officielles

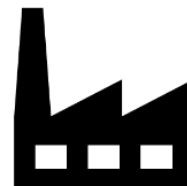
ITOM	p.48
Collecte (ADEME)	p.50
Observatoire de branches	p.54

Outils pratiques

CO ₂ et énergie évités	p.58
Evaluac (sécurité collecte)	p.60

Les entreprises générant des déchets :

Les entreprises produisant une quantité supérieure à 2 tonnes par an de déchets dangereux ou une quantité supérieure à 2 000 tonnes par an de déchets non dangereux sont concernées par les informations contenues dans le guide.



Elles sont ainsi amenées à communiquer les informations suivantes :

Déclarations réglementaires

TGAP	p.14
GEREP	p.16
GIDAF	p.18
GISTRID	p.20
Le Registre	p.22
BSD	p.24

Enquêtes officielles

Enquêtes INSEE industrie/commerce	p.52
--------------------------------------	------

Outils pratiques

CO ₂ et énergie évités	p.58
-----------------------------------	------

Informations administratives

Vous trouverez ici la *liste personnalisable* des données administratives les plus courantes à fournir lors des différentes déclarations, enquêtes, etc.

Nom (société, usine...)

Numéro de téléphone / e-mail

Adresse du site

Code NAF/APE

Numéro SIRET/SIREN

Raison sociale

Code ADEME

Uniquement enquête ITOM

PARTIE 1

1

La réglementation française exige de plus en plus de transparence concernant la gestion et le traitement des déchets vis-à-vis des acteurs de la filière. Vous trouverez dans cette partie, les principales déclarations réglementaires que doivent réaliser les acteurs des déchets afin de respecter les lois françaises et européennes.

TGAP

Taxe Générale sur les Activités Polluantes

Opérateurs privés

Entreprises

EPCI

> Historique et objectifs



La TGAP est un impôt qui s'applique depuis le 1^{er} janvier 2000. Elle s'applique à **toute activité polluante** (déchets, pollution atmosphérique, nuisances sonores...).

Cette taxe permet l'application du **principe de pollueur-payeur**. Son objectif dans la branche des déchets, est d'augmenter les coûts de stockage et d'incinération afin de faire progresser la prévention sur les devenir des déchets et ainsi **inciter au recyclage**.



Code des douanes : Article 266 sexies
Code de l'environnement : Art. L541-10-4

> Plus précisément...

La TGAP s'applique à toutes les **entreprises** dont les produits ou l'activité sont considérés comme **polluants** (déchets, émissions, huiles, lessives...). Le taux de la taxe varie selon les catégories de produits et d'activités et est **proportionnelle au degré de pollution** engendré.

La déclaration et le règlement de la taxe sont à effectuer auprès des **douanes** via le portail Prodouane¹.

La date limite est fixée au **31 mai** chaque année sur les activités réalisées l'année précédente. Le paiement s'effectue en trois acompte à verser au plus tard : le 31 mai, le 31 juillet, le 31 octobre.

Échéance



Avant le 31 mai.
Payer en trois acomptes
(31 mai/juillet/octobre)

Faire sa déclaration



Il faut déclarer et régler sur le portail [Prodouane](https://prodouane.gouv.fr)¹ du service public.

Mon identifiant

Mon mot de passe

 **pro.douane.gouv.fr**
LA DOUANE AU SERVICE DES PROFESSIONNELS

Portail d'authentification

Si vous ne vous souvenez plus de votre mot de passe, vous pouvez le modifier avec votre login et email via **Mot de passe oublié ?** en bas de cet écran.
Si vous avez perdu en plus une de ces informations, veuillez vous adresser au SAU via une demande d'assistance.

Pas encore de compte ? 

 Créer votre compte

J'ai déjà un compte

Veuillez vous authentifier.

Les champs marqués d'un * sont obligatoires

Identifiant *

Mot de passe *

 Mot de passe oublié ?

 Se connecter

 aller au tableau de bord

 aller à l'accueil

¹ <https://connexion.douane.gouv.fr/>

> Informations à fournir

Il faut déclarer le **tonnage** des déchets et multiplier cette quantité par le **taux correspondant** à la catégorie du déchet. Il y a deux catégories : les installations de stockage de déchets et les installations de traitement thermique, chacun détaillés en plusieurs items.

Les taux varient chaque années, et sont consultables sur le site du service public, rubrique « taux » (<https://www.service-public.fr/professionnels-entreprises/vosdroits/F23497>). Des taux spécifiques existent pour l'Outre-Mer et les déchets dangereux.

Réception de déchets dans une installation de stockage de déchets non dangereux autorisée

- A. Réalisant une valorisation énergétique de plus de 75% du biogaz capté
- B. Dans un casier (ou une subdivision), exploitée selon la méthode du bioréacteur équipé de **captage du biogaz et de réinjection des lixiviats**, la durée d'utilisation du casier (ou de la subdivision) étant inférieure à deux ans, l'installation réalisant une valorisation énergétique du biogaz capté
- C. Relevant des cas A + B

Réception de déchets dans une installation de traitement thermique de déchets non dangereux autorisée (ou transfert vers une installation située dans un autre État et autorisée)

- A. Système de management de l'énergie certifié conforme à la norme internationale ISO 50001 par un organisme accrédité.
- B. Valeurs d'émission de NO_x sont inférieures à 80mg/Nm^3
- C. Valorisation énergétique élevée dont le rendement énergétique supérieur ou égal à 0.65
- D. Relevant des cas A + B
- E. Relevant des cas A + C
- F. Relevant des cas B + C
- G. Relevant des cas A + B + C
- H. Installations autorisées dont le rendement énergétique est supérieur ou égal à 0,70 et réalisant une valorisation énergétique des résidus à haut pouvoir calorifique qui sont issus des opérations de tri performantes (applicable à partir de 2021)

> Mes notes

i Pour plus d'informations, vous pouvez le site du service public pro ainsi que sur le portail des douanes.

GEREP

Opérateurs privés

Entreprises

EPCI

Déclaration annuelles des émissions et des transferts de polluants et des déchets

> Historique et objectifs



L'objectif de cette déclaration instituée en France depuis 2008 est d'effectuer une collecte des informations afin d'alimenter deux registres sur les rejets et transferts de polluants : un **registre européen** (E-PRTR) ainsi qu'un **registre national** (IREP). Les informations répertoriées sont ensuite mises à **disposition des citoyens** sur internet via le portail Géorisques du gouvernement (concernant le registre français).

Ce registre a été mis en place pour répondre aux prérogatives d'un protocole international de la commission économique des Nations Unis pour l'Europe. Le but étant de promouvoir l'accès à ces informations au public et également de contribuer à la **prévention et à la réduction de la pollution**.



Règlement (CE) n°166/2006 : création registre européen
Arrêté du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la
déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets

Échéance



Date limite le **31 mars** (exception pour les établissements SEQE, limite au 28 février).

> Plus précisément...

La déclaration est à faire auprès de la **DREAL**. Elle est à réaliser **tous les ans** sur les informations relatives à l'année précédente au plus tard le **28 février** pour les établissements visés par le système d'échange des quotas d'émissions (SEQE) de gaz à effet de serre. Pour les autres établissements concernés, la date limite est fixée le **31 mars**.

À partir de *janvier 2020*, les déclarations seront à effectuer sur le portail MonICPE <https://monicpe.developpement-durable.gouv.fr/>.

Avant cette date, la déclaration était réalisée sur : <https://www.declarationpollution.developpement-durable.gouv.fr/gerep/>

Faire sa déclaration



Déclaration à effectuer sur le portail MonICPE.

MonICPE est un portail d'authentification qui va regrouper d'ici 2020 les applications (GIDAF, GEREP, SEVESO 3...) pour que les exploitants (ICPE ou non) puissent transmettre des données aux gestionnaires (DREAL, Agence de l'eau...).

La déclaration GERP est composée de quatre onglets : « Eau », « Air », « Sol », « Déchets ».



Dans ce guide, nous traiterons uniquement de l'onglet « **déchet** ». Pour avoir des informations sur les autres onglets, veuillez consulter le « Guide méthodologique général d'aide à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets » disponible sur le portail du gouvernement.

La production, l'expédition, le traitement de déchets in situ (stockage, incinération, compostage etc.) de déchets doivent faire l'objet d'une déclaration :

- lorsque la somme des **déchets dangereux** générés ou expédiés par le site d'exploitation est supérieure à **2 tonnes/an**,
- lorsque la somme des **déchets non dangereux** non inertes générés par le site d'exploitation est supérieure à **2 000 tonnes/an**.

> Informations à fournir

Les items obligatoires sont notifiés par *.

1. Production ou expédition de déchets

- Code du déchet*
- Dénomination du déchet*
- Quantité produite (t/an)*
- Méthode utilisée*
- Opération d'élimination ou de valorisation*
- Lieu d'opération de l'élimination ou de la valorisation*
- Nom et adresse de l'établissement réceptionnant le déchet *
- Numéro de notification (si transfert transfrontalier)

2. Réception ou traitement des déchets

- Code déchet*
- Dénomination du déchet*
- Statut de sortie de déchet (O/N)
- Département d'origine* (ou pays)
- Quantité admise (t/an)*
- Quantité traitée (t/an)*
- Opération d'élimination ou de valorisation*

> Mes notes

***i** Pour plus d'informations, vous pouvez consulter le portail Géorisques, ainsi que le « [Guide méthodologique général d'aide à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets](#) ».*

GIDAF

Gestion Informatisée des Données d'Autosurveillance Fréquentes

> Historique et objectifs



La réglementation des ICPE soumet certains exploitants à une **autosurveillance** des rejets dans les eaux (superficielles et souterraines) de certains polluants. Les résultats des prélèvements sont ensuite transmis à l'inspection des installations classées.

Parallèlement, certains exploitants doivent transmettre les données d'auto-surveillance de leurs rejets aux agences de l'eau dans le cadre du calcul de la redevance. Ces données sont à transmettre via GIDAF.

Cette démarche vise à **responsabiliser** l'exploitant sur le bon fonctionnement de ses équipements épuratoires pour limiter les flux émis dans l'environnement.



Auto-surveillance: Arrêté du 2 février 1998

GIDAF : Arrêté du 28 avril 2014

> Plus précisément...

L'application GIDAF concerne les installations classées faisant l'objet :

- d'une autosurveillance,
- de contrôles externes de recalage (réalisés par un organisme qui contrôle la qualité de l'autosurveillance),
- de contrôles inopinés de l'inspection des installations classées,
- de suivi liés à la recherche de Substances Dangereuses dans l'Eau (SDE).

La déclaration est à réalisée sur le portail web MonICPE

(¹<https://monicpe.developpement-durable.gouv.fr>).

À retenir



Fréquence :
dépendant des
installations

Faire sa déclaration

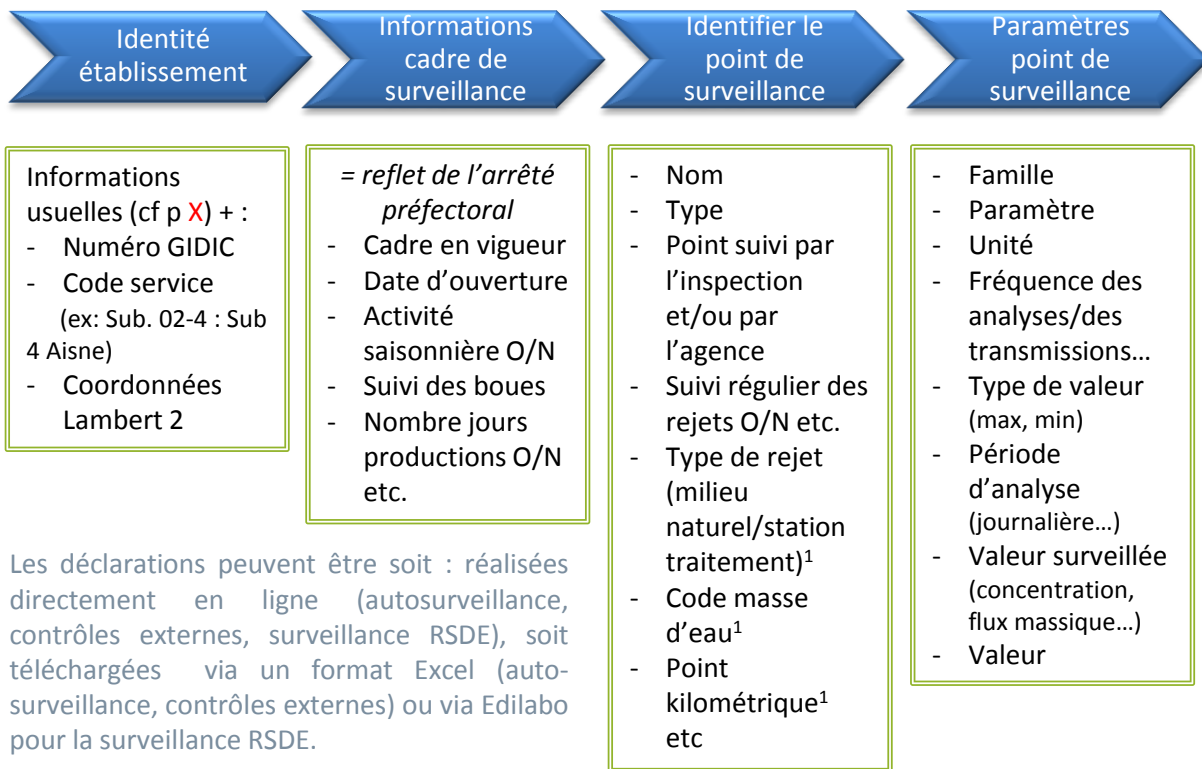


Déclaration à
faire sur MonICPE¹.

MonICPE est un portail d'authentification qui va regrouper d'ici 2020 les applications (GIDAF, GEREP, SEVESO 3...) pour que les exploitants (ICPE ou non) puissent transmettre des données aux gestionnaires (DREAL, Agence de l'eau...).

> Type d'informations à fournir

Des prélèvements sont effectués dans les eaux souterraines ainsi que dans les eaux superficielles. Les informations demandées sur l'application sont les suivantes :



Les déclarations peuvent être soit : réalisées directement en ligne (autosurveillance, contrôles externes, surveillance RSDE), soit téléchargées via un format Excel (auto-surveillance, contrôles externes) ou via Edilabo pour la surveillance RSDE.

Mon identifiant

Mon mot de passe

> Mes notes

i Pour plus d'informations, vous pouvez consulter le portail internet MonICPE.

¹ uniquement eaux superficielles

> Historique et objectifs

La **Convention de Bâle** du 5 mai 1992 régit le contrôle des mouvements transfrontaliers de déchets dangereux et leur élimination. Depuis 2003, la Commission a **durci les règles** en matière de transport. Les exportations de déchets dangereux de l'UE vers les pays en voie de développement **sont interdites**. Les transferts de déchets non dangereux vers des pays qui ne sont ni membres de l'UE, ni de l'AELE sont également interdites. Le but est de s'assurer que les déchets soient **traités dans des conditions qui garantissent la maîtrise des impacts sur l'environnement**.



Mouvements transfrontaliers de déchets :
Règlement (CE) n°1013/2006 Art. L541-40 à L541-42-2
et R541-62 à R541-64
GISTRID : Arrêté du 23/07/15



À retenir

Il faut commencer les démarches 2 mois avant l'envoi des premiers déchets.

> Plus précisément...

Les autorités compétentes en matière d'autorisation et de suivi des transferts transfrontaliers de déchets (TTD) sont le **Ministère de l'environnement** ainsi que le **Pôle national TTD**. C'est ce pôle qui gère les dossiers de notifications via le logiciel GISTRID.

Les procédures sont différentes selon la nature dangereuse ou non des déchets (liste verte ou orange).

Faire sa déclaration



Il faut déclarer **chaque nouveau transfert** de déchets sur le portail web¹ dédié aux déclarations de TTD.

Mon identifiant

Mon mot de passe

Ministère de la Transition Écologique et Solidaire
Ministère de la Cohésion des Territoires et des Relations avec les Collectivités Territoriales

Portail d'authentification Cerebère

Cerebère

Connexion Mon compte Aide Accessibilité

Authentification GISTRID2

Connexion

Votre identifiant Cerebère et votre mot de passe

Identifiant

Mot de passe

Connexion

Mot de passe oublié ? Créer un compte Cerebère

S'identifier avec FranceConnect

Réservé aux comptes de particuliers

Ministère de la Transition Écologique et Solidaire
Ministère de la Cohésion des Territoires et des Relations avec les Collectivités Territoriales

Maîtrise d'œuvre : CDD
Maîtrise d'ouvrage : PSB
Conception graphique : GISTRID
© Version 0.1.4 - 03/07/2015

¹ <https://authentification.din.developpement-durable.gouv.fr/>

> Informations à déclarer

Les items obligatoires sont notifiés par *.



1. Caractéristiques du transfert :

- Transfert (unique/multiple)*
- Nombre de transferts prévus*
- Quantité totale prévue *
- Unité*
- Période prévue pour le(s) transfert(s) (premier et dernier départ)*
- Type de conditionnement*
- Opération d'élimination/de valorisation



2. Caractéristiques du trajet :

- État(s) de transit*
- Numéro des autorités compétentes*
- Point précis d'entrée
- Point précis de sortie
- État(s) d'exportation/d'expédition*
- Numéro des autorités compétentes*
- Point précis de sortie
- État(s) d'importation/de destination*
- Numéro des autorités compétentes*
- Point précis d'entrée

3. Identifications des déchets :

- | | |
|--|--|
| <ul style="list-style-type: none"> ➤ Dénomination et composition des déchets ➤ Caractéristiques physiques des déchets ➤ Identification des déchets selon le code convention de Bâle* ➤ Identification des déchets selon le code OCDE* ➤ Identification des déchets selon le code CED (Communauté européenne des déchets)* | <ul style="list-style-type: none"> ➤ Identification des déchets selon le code Y (catégories de déchets à contrôler)* ➤ Identification des déchets selon le code H (caractéristiques de danger des déchets)* ➤ Code national dans le pays d'exportation ➤ Code national dans le pays d'importation ➤ Identification des autres déchets (identification ONU/Douane) |
|--|--|

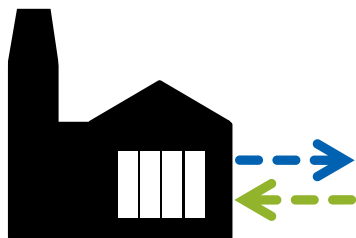
> Mes notes

i Pour plus d'informations, vous pouvez consulter le guide pratique de Federec « Transferts transfrontaliers de déchets (TTD) » de juillet 2016

Le registre

Registre où sont consignés les déchets entrants et sortants

> Historique et objectifs



Ce document est **obligatoire** pour tout établissement produisant ou expédiant des déchets quelque soit leur nature (dangereuse ou non) depuis 2012.

Il permet d'assurer la **traçabilité** des déchets de manière chronologique depuis leur sortie de l'établissement jusqu'à leur élimination. C'est également une preuve pour signifier l'absence de responsabilité des entreprises en cas de dépôt sauvage ou plainte et c'est un outil qui permet de connaître les *quantités de déchets* produites par l'activité de l'entreprise.



Code de l'environnement : Art R541-43 et R541-46

Arrêté du 29 février 2012 et 27 juillet 2012

> Plus précisément...

Les entreprises concernées par ce registre sont : les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets, les collecteurs, transporteurs, négociants, installations de transit, de regroupement, et d'expédition des déchets.

Le registre doit contenir de manière **chronologique** l'ensemble des opérations relatives à la gestion de ces déchets.

Le registre qu'il soit sous format papier ou numérique doit être **conservé pendant trois ans** et être mis à disposition lors de contrôle par les services d'inspection sous peine de contravention.

Il n'y a pas de format prédéfini, chaque entreprise peut créer le sien en respectant les informations à fournir.

À retenir



Obligatoire depuis le 1^{er} juillet 2012

À Noter



Le registre doit être conservé pendant 3 ans

> Informations à fournir

Entreprises produisant ou expédiant des déchets / exploitants d'installations de transit ou regroupement de déchets :

- La date d'expédition/de réception du déchet
- La nature du déchet + son code
- La quantité du déchet
- Le nom et l'adresse de l'installation destinatrice/expéditrice
- Le nom et l'adresse du transporteur + numéro de récépissé
- Le cas échéant, le numéro du BSD
- Le cas échéant, le numéro de notification prévu par le règlement
- Le code du traitement qui va être opéré
- La qualification du traitement vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement

Entreprises transportant ou collectant des déchets :

- La date d'enlèvement et de déchargement du déchet
- La nature du déchet + son code
- La quantité du déchet
- Le numéro d'immatriculation du véhicule
- Le cas échéant, le numéro du BSD
- Le cas échéant, le numéro de notification prévu par le règlement
- Le nom et l'adresse de la personne remettant les déchets
- Le nom et l'adresse de l'installation vers laquelle le déchet est expédié

Le négociant :

- La date d'acquisition et de cession du déchet
- La nature du déchet + son code
- La quantité du déchet
- Le nom et l'adresse du producteur
- Le nom et l'adresse de la personne auprès de laquelle le déchet a été acquis
- Le cas échéant, le nom et l'adresse des installations où les déchets ont été préalablement triés, entreposés, regroupés...
- Le nom et l'adresse du transporteur + numéro de récépissé
- Le cas échéant, le numéro du BSD
- Le cas échéant, le numéro de notification prévu par le règlement
- Le nom et l'adresse de l'installation vers laquelle le déchet est expédié
- Le code du traitement qui va être opéré
- La qualification du traitement vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement

> Mes notes

i Pour plus d'informations, vous pouvez consulter le journal officiel n°0059 du 09/03/2012.

> Historique et objectifs



Code de l'environnement :
Art R541-45 : instauration du
bordereau



Le bordereau de suivi de déchet a été instauré en 2005. Il permet de regrouper les informations relatives aux déchets dangereux et de le suivre tout au long de son **processus d'élimination**. Il permet également d'assurer la **traçabilité** du déchet et constitue une preuve de son élimination ou de sa transformation.

> Plus précisément...

Ce document est à remplir à **chaque déplacement** de déchets dangereux par **l'ensemble des intermédiaires** étant en contact avec le déchet.

Toute personne, qu'elle ait émis, reçu ou complété le bordereau doit obligatoirement **conserver une copie** du document (pendant 3 ans pour les transporteurs et 5 ans pour les autres).

À retenir



À émettre pour
chaque transport de
déchet dangereux.

Important



Copies à conserver
pendant 3 ou 5 ans.



Formulaire CERFA n° 12571*01

Décret n°2005-615 du 30 mai 2005
Arrêté du 29 juillet 2005

Bordereau de suivi des déchets

Page n° /

Bordereau n° :	
- À REMPLIR PAR L'ÉMETTEUR DU BORDEREAU -	
1. Émetteur du bordereau <input type="checkbox"/> Producteur du déchet <input type="checkbox"/> Collecteur de petites quantités de déchets relevant d'une même rubrique (cadre 13 à 19 à remplir) <input type="checkbox"/> Personne ayant transféré ou réalisé un traitement dont la provenance des déchets reste identifiable (cadre 20 à 22 à remplir) N° SIRET : [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] NOM : [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] Adresse : [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] Tel : [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] Fax : [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] Personne à contacter : [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] []	2. Installation de destination ou d'entreposage ou de reconditionnement prévu Entreposage provisoire ou reconditionnement oui (cadre 13 à 19 à remplir) <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/> N° SIRET : [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] NOM : [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] Adresse : [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] Tel : [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] Fax : [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] Personne à contacter : [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] N° de CAP (le cas échéant) : [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] Opération d'élimination / valorisation prévue (code DR) : [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] []
3. Désignation du déchet Rubrique déchet : [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] Désignation usuelle : [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] []	
4. Mentions au titre des règlements ADR, RID, ADN, IMDG (le cas échéant)	
5. Conditionnement : <input type="checkbox"/> fût <input type="checkbox"/> citane <input type="checkbox"/> IBC <input type="checkbox"/> bidon <input type="checkbox"/> autre (préciser) : [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] []	
6. Quantité : <input type="checkbox"/> réelle <input type="checkbox"/> estimée (tonnes) : [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] []	
7. Négociant (le cas échéant) N° SIRET : [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] NOM : [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] Adresse : [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] Tel : [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] Fax : [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] Personne à contacter : [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] []	
8. Collecteur-transporteur N° SIRET : [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] NOM : [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] Adresse : [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] Tel : [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] Fax : [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] Personne à contacter : [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] []	
9. Déclaration générale de l'émetteur du bordereau Je soussigné certifie que les renseignements portés dans les cadres ci-dessus sont exacts et établis de bonne foi. Date : [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] NOM : [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] []	
- À REMPLIR PAR LE COLLECTEUR-TRANSPORTEUR -	
10. Expédition reçue à l'installation de destination N° SIRET : [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] NOM : [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] Adresse : [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] Personne à contacter : [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] Quantité réelle présentée : [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] Date de présentation : [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] Lait accepté : <input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non Motif de refus : [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] Signature : [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] Signature et cachet : [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] []	
11. Réalisation de l'opération : Code DR : [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] Description : [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] Je soussigné certifie que l'opération ci-dessus a été effectuée NOM : [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] Date : [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] Signature et cachet : [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] []	
12. Destination ultérieure prévue (dans le cas d'une transformation ou d'un traitement aboutissant à des déchets dont la provenance reste identifiable le nouveau bordereau sera accompagné de l'annexe 2 du formulaire CERFA n° 12571*01) N° SIRET : [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] NOM : [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] Adresse : [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] Personne à contacter : [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] Tel : [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] Fax : [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] Mél : [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] []	

L'original du bordereau suit le déchet.

> Informations à fournir

Le bordereau suit le déchet tout au long de son transport. Ainsi, il doit être rempli par **l'ensemble des parties intervenant dans sa gestion** et notamment : l'émetteur, le collecteur-transporteur ainsi que l'installation de destination.



1. Pour **l'émetteur** du bordereau, les informations demandées sont :
 - Des données administratives de l'émetteur : statut, n°SIRET, etc.
 - Des données administratives relatives à l'installation de destination,
 - Les caractéristiques du déchets : sa rubrique (7 caractères), sa consistance etc.
 - Le type de conditionnement : benne, citerne, etc. ainsi que le nombre de colis,
 - Les quantités : réelles et estimées,
 - Le cas échéant des données administratives concernant le négociant



2. Pour le **collecteur/transporteur**, les informations à fournir sont :
 - Les informations administratives : n°SIREN, le nom, l'adresse, personne à contacter, etc.
 - Le mode de transport, la date de prise en charge.

3. **L'installation de destination** doit également fournir les informations suivantes :
 - Les informations administratives,
 - Les quantités réelles reçues, la date d'arrivée, etc.
 - Le code, la description de l'opération effectuée sur le lot.

Des annexes peuvent également être associées aux BSD dans le cas :

- *De collecteurs de petites quantités de déchets de même nature;*
- *De réexpédition après traitement aboutissant à un déchet dont la provenance reste identifiable*

> Mes notes

i Pour obtenir le BSD vous pouvez vous rendre sur :
https://www.formulaires.modernisation.gouv.fr/gf/cerfa_12571.do

SYDEREP

Système déclaratif des filières REP

Opérateurs privés

Entreprises

EPCI

> Historique et objectifs



À compter du 1^{er} janvier 2019, les opérateurs privés et publics de centre de tri doivent déclarer auprès de l'ADEME les données relatives aux **quantités** entrantes et sortantes **d'emballages ménagers et papiers graphiques** via l'outil déclaratif SYDEREP¹.

L'ADEME a été chargé par l'Etat de mettre en place le registre et le suivi des filières REP emballages et papiers. Les informations remontées à l'ADEME compléteront celles fournies aux éco-organismes.



Code de l'environnement : Art. R543-65 et R543-210-1 du 20 décembre 2017.

> Plus précisément...

Les informations permettront d'appréhender les **tonnages collectés** entrants ainsi que la totalité des **tonnages recyclés** (dont une partie n'est pas soutenue par la filière REP emballages ménagers et papiers).

Les informations sont à déclarer sur le portail web **syderep.ademe** entre le 1^{er} février et le 31 mars pour les informations de l'année n-1.

À retenir



À effectuer du
1^{er} février au 31 mars

Faire sa déclaration



Déclaration
à faire sur
syderep.ademe

Mon identifiant

Mon mot de passe

¹ <https://www.syderep.ademe.fr/>

La nature des données à fournir est *identique* à celle demandée lors des enquêtes ITOM. Pour rappel, les **enquêtes ITOM** ne sont pas obligatoires et permettent de suivre l'évolution des tonnages ainsi que l'évolution du parc des installations. Ces informations alimentent SINOE (Système d'information et d'observatoire de l'environnement).

Avec la mise en place du **registre**, les **exploitants auront l'obligation** de renseigner les données relatives aux *flux d'emballages ménagers et de papiers* dans SYDEREP.

Les données à renseigner étant similaires pour les enquêtes ITOM et le registre, à partir de 2020, l'ADEME alimentera SINOE avec les informations saisies dans SYDEREP pour **pré-remplir l'enquête ITOM**. Cela évitera de remplir deux fois les mêmes informations.



> Type d'informations à fournir

Le type d'informations à saisir sont les suivantes :

- Quantités de déchets entrants selon le type de flux
- Quantités sortantes par flux
- Coordonnées administratives des repreneurs des déchets
- Les quantités refusées et la destination des refus



La déclaration se fait sous la forme d'un **fichier d'import**.

Un guide d'aide à la déclaration ainsi qu'un fichier Excel d'aide au remplissage sont mis à disposition sur le site de [syderep.ademe](http://syderep.ademe.fr).

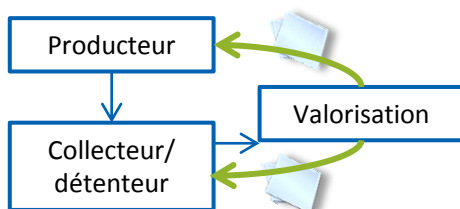
> Mes notes

i Pour plus d'informations, vous pouvez consulter le journal officiel n°0300 du 24/12/17 ainsi que FNADE Actualités n°146 du 13/03/19.

Attestation de valorisation

Attestation de valorisation de déchets papier/carton, métal, plastique, verre et bois

> Historique et objectifs



Cette attestation découle du décret n°2016-288 portant sur diverses dispositions d'adaptation et de simplification dans le domaine de la prévention et de la gestion des déchets. Depuis ce décret, les producteurs ou détenteurs de déchets sont tenus de **trier à la source** et de **séparer en cinq flux** que sont le papier, le métal, le plastique, le verre et le bois.

C'est à la suite de l'arrêté datant du 18 juillet de 2018 (effectif au 1^{er} janvier 2019) que les **exploitants d'installations de valorisation finale** (et les détenteurs de déchets) doivent fournir une attestation aux producteurs/détenteurs pour notifier de la **valorisation des déchets**.

Cette attestation permet donc le suivi des déchets issus des cinq flux jusqu'à leur valorisation finale.

> Plus précisément...

Attestation de valorisation de déchets de papier/carton, métal, plastique, verre et bois prévue par l'article D. 543-284 du code de l'environnement (Modèle défini par l'arrêté du JJ-MM-2018 publié au J.O.R.F. n°)	
Attestation n° :	Année :
1. Emetteur de l'attestation	
Nom :	<input type="checkbox"/> Exploitant d'une installation de valorisation
Adresse :	ou <input type="checkbox"/> Intermédiaire assurant une activité de collecte, de tri, de négoce de déchets en vue de leur valorisation
N° SIRET :	Récépissé n° :
Tél :	Département :
Mél ou Fax :	Type d'activité déclarée en préfecture :
Personne à contacter :	Date de limite de validité :
2. Origine des déchets	
Nom :	<input type="checkbox"/> Producteur du déchet
Adresse :	ou <input type="checkbox"/> Détenteur du déchet (y compris intermédiaire et prestataire de gestion des déchets)
N° SIRET :	
Tél :	
Mél ou Fax :	
Personne à contacter :	
3. Flux de déchets pris en charge	
3.A Dénomination usuelle des déchets :	
3.B <input type="checkbox"/> Triés (un seul des 5 flux principaux de déchets - cocher la case correspondante en 3.D)	Déchet de papier/carton : <input type="checkbox"/> Déchet de métal : <input type="checkbox"/> Déchet de plastique : <input type="checkbox"/> Déchet de verre : <input type="checkbox"/> Déchet de bois : <input type="checkbox"/>
3.C <input type="checkbox"/> En mélange (deux ou plusieurs flux de déchets - cocher les cases correspondantes en 3.D)	



Décret n°2016-288 – section 3 relative au tri à la source et collecte séparée
Arrêté 18 juillet 2018 relative à l'attestation

L'attestation correspond à la valorisation des déchets effectuée l'année précédente. La date limite de délivrance est au plus tard le **31 mars** de l'année N+1

À Noter



Attestation obligatoire depuis le 1^{er} janvier 2019.

Échéance



Date limite de délivrance : le 31 mars.

> Informations à fournir

1. Emetteur de l'attestation

Informations administratives (Nom, adresse, N°SIRET, type d'activité déclarer en préfecture...)



2. Origine des déchets

Informations administratives (Nom, adresse, N°SIRET, producteur ou détenteur)

3. Flux de déchets pris en charge

Déchets triés ou en mélange

4. Quantités de déchets prises en charge (exprimées en tonnes)				
Modalité de quantification :				
4.A	<input type="checkbox"/> Collectées/réceptionnées :	t	<input type="checkbox"/> Quantités pesées ou	<input type="checkbox"/> Quantités estimées
4.B	<input type="checkbox"/> Transférées	}	:	t <input type="checkbox"/> Quantités pesées ou <input type="checkbox"/> Quantités estimées
4.C	<input type="checkbox"/> Valorisées			
4.D	<input type="checkbox"/> Refus et freinte :	t	<input type="checkbox"/> Quantités pesées ou	<input type="checkbox"/> Quantités estimées
5. Destinations de valorisation finale des déchets				
<small>(Indiquer, par flux de déchet, les types d'installations au sein desquelles les déchets ont été valorisés ainsi que leur répartition en pourcentage)</small>				
Flux de déchet	Type d'installation	Répartition	Flux de déchet	Type d'installation
Papier/carton			Plastique	
Métal			Verre	
			Bois	
6. Date et signature de l'émetteur de l'attestation :				

Page 2 de l'attestation de valorisation

4. Quantités de déchets pris en charge

Collectées/réceptionnée, transférées, valorisées, refus et freinte

5. Destinations de valorisation finale des déchets

Type de d'installations de valorisation pour chacun des flux

> Mes notes

i Pour plus d'informations, vous pouvez consulter le journal officiel n°0173 du 29/07/2018.

> Informations à fournir

Déclaration de l'exercice de l'activité de collecte et de transport par route de déchets

- Nom de l'entreprise
- Coordonnées sur siège social
- Téléphone
- E-mail
- N°SIRET
- Nature des déchets : DD/ DND
- Nombre de véhicules affectés au transport
- Coordonnées de la personne à contacter en cas d'incident
- Nom du responsable légal de l'entreprise ou son représentant
- Date
- Signature pour attester de l'engagement

Déclaration de l'activité de négoce et courtage des déchets

- Nom de l'entreprise
- Coordonnées sur siège social
- Téléphone
- E-mail
- N°SIRET
- Nature de l'activité : négoce/courtage
- Nature des déchets : DD/ DND
- Coordonnées de la personne à contacter en cas d'incident
- Nom du responsable légal de l'entreprise ou son représentant
- Date
- Signature pour attester de l'engagement

> Mes notes



Code de l'Environnement Livre V - Titre 4 relatif aux déchets

DECLARATION EXERCICE DE L'ACTIVITE DE NEGOCE ET COURTAGE DE DECHETS

Nom ou dénomination sociale de l'entreprise :

Coordonnées du siège social :

Téléphone :

Fax :

N° Siret :

Nature de l'activité ⁽¹⁾ :

Négoce

☐

Courtage

☐

Nature des déchets pris en charge ⁽¹⁾ :

déchets dangereux

☐

déchets non dangereux

☐

Coordonnées de la personne à contacter en cas d'accident ou d'incident :

Nom et prénom :

Téléphone :

Fax :

Téléphone portable :

Je m'engage à :

- orienter les déchets vers des entreprises de transport par route déclarées ou autorisées au titre de l'article R 541-55 du livre V du code de l'environnement relatif à l'activité de collecte et de transport de déchets ;

- traiter ou faire traiter les déchets dans des installations conformes au titre I^{er} du livre V du code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement.

Nom du responsable légal de l'entreprise ou de son représentant :

Date :

Signature :

Déclaration de l'activité de négoce et courtage



i Pour plus d'informations, vous pouvez consulter le journal officiel n°0173 du 29/07/2018.

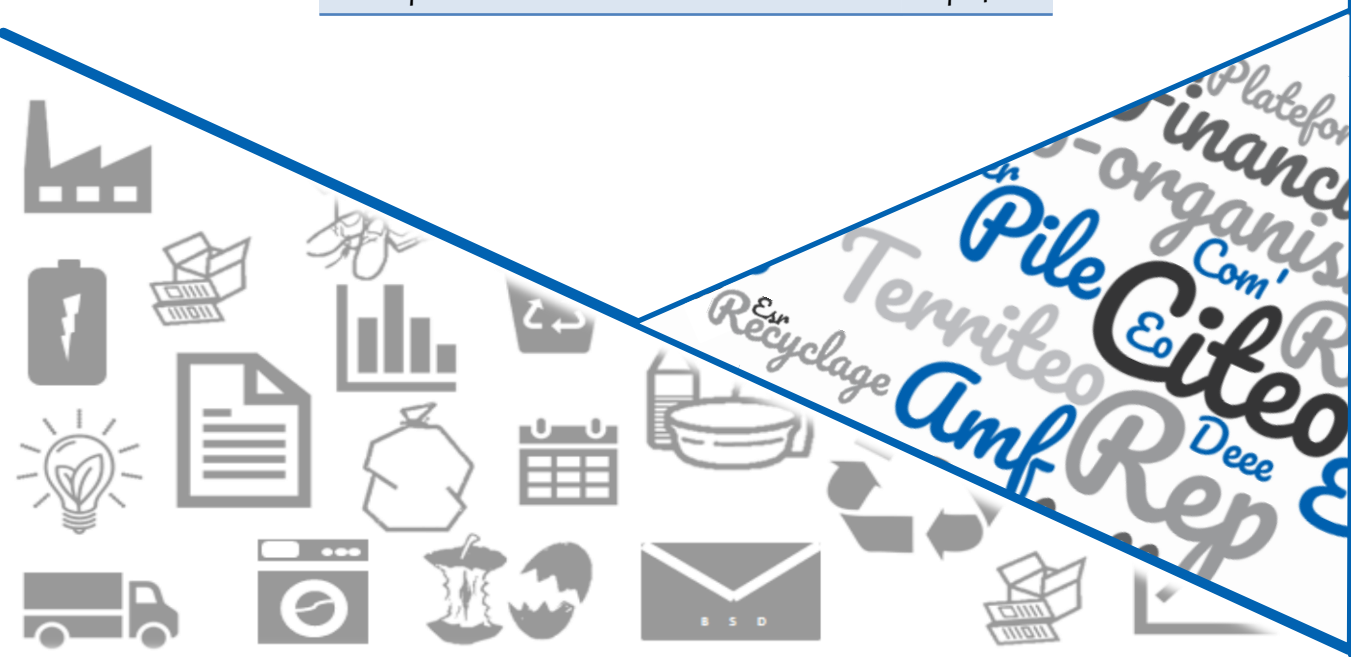
PARTIE 2

Déclarations

financières/organisationnelles

Sommaire

Territeo	p.34
CITEO	p.36
Eco-TLC	p.38
ES-R / Ecologic	p.40
Corepile / Screlec	p.42



Cette partie est consacrée aux déclarations financières que doivent notamment effectuer les collectivités aux éco-organismes.

Les éco-organismes sont nés du besoin de l'Etat de gérer ses déchets pour limiter les pollutions qu'ils engendrent mais également pour réduire l'utilisation et le gaspillage des ressources naturelles. Ces sont des structures à but non lucratif qui ont été créées dans le cadre de la Responsabilité Élargie du Producteur (REP), le principe étant pour les producteurs de déchets de contribuer aux recyclages des produits qu'ils mettent sur le marché via le paiement d'une contribution financière à ces éco-organismes.

Cette volonté de responsabiliser les producteurs apparaît dans les années 70 avec la loi du 15 juillet 1975. Il faudra cependant attendre 1992 pour que ce principe soit appliqué pour les emballages ménagers. Les autres filières se sont développées par la suite.

En France, il y a une dizaine d'éco-organismes agréés par l'état. Nous avons décidé pour ce guide de nous concentrer sur les quatre principaux éco-organismes que sont : CITEO, Eco-Système-Recylum, Eco-TLC, Corepile

TERRITEO

Plateforme des données administratives

Opérateurs privés

Entreprises

EPCI

> Historique et objectifs



Territeo est issu de la loi NOTRe de 2015 et permet de simplifier et de faciliter le travail des collectivités en renseignant les **données administratives** demandées par les éco-organismes sur une **plateforme unique**.

Cet outil est née de la collaboration entre 8 éco-organismes et de l'Association des Maires de France (AMF).

La plateforme a été lancée rapidement après la loi NOTRe, elle manquait donc d'ergonomie et les collectivités avaient des difficultés à l'utiliser. À partir de l'été 2019, la plateforme refait peau neuve et l'ergonomie a été considérablement améliorée.

> Plus précisément...

Les contrats établis entre les éco-organismes et les collectivités territoriales incitent à l'utilisation de Territeo. L'utilisation de cette plateforme va certainement devenir obligatoire afin de faciliter les échanges de données et leurs mises à jour.

Les collectivités sont invitées à se connecter sur la plateforme environ une fois par an afin de vérifier les informations renseignées et lors de cas particulier à notifier (ex: fermeture de déchèterie).

À retenir



Fréquence

À Noter



Formation

Capture écran du site (attendre MAJ)

<https://www.territeo.com/ui/index.html#/accueil>

Mon identifiant

Mon mot de passe

> Types d'informations à fournir

En attente - A venir courant juin



Eco-organismes partenaires de Territeo

> Mes notes

i Pour plus
d'informations, vous
pouvez consulter.

CITEO

Eco-organisme des emballages ménagers et papiers graphiques

Opérateurs privés

Entreprises

EPCI

> Historique et objectifs



CITEO est une entreprise à but non lucratif issue de la fusion entre Eco-Emballages et Ecofolio en 2017, chargés respectivement des emballages ménagers et des papiers graphiques.

Depuis 1993, « Eco-emballages » accompagne les entreprises dans le recyclage des emballages ménagers mis sur le marché français en assurant la prise en charge des obligations réglementaires ainsi que la traçabilité des tonnes recyclées.

Grâce à ses investissements dans les territoires, 68% des emballages sont recyclés et 55% des papiers le sont également.



Emballages : Directive n°94/62/CE – Décret n°92-377 ; n°98-638 ; n°96-1008
Papier : code de l'environnement : Art L541-10-1

À retenir



Fréquence

> Plus précisément...



CONNEXION À L'ESPACE COLLECTIVITÉ - FILIÈRE PAPIERS

Identification

Identifiant/courriel* :

Mot de passe* :

Si vous avez perdu votre mot de passe [cliquez ici](#)

Valider

Si vous n'avez pas d'identifiants et que votre collectivité souhaite signer un contrat avec Citeo [cliquez ici](#)

À Noter



Recyclage

70% des emballages
55% des papiers

Mon identifiant

Mon mot de passe

Mon identifiant

Mon mot de passe



BIENVENUE SUR VOTRE PORTAIL COLLECTIVITÉ

Nous vous invitons à vous connecter

Identifiant (E-mail)



Mot de passe



[Mot de passe oublié ?](#)

> Types d'informations à fournir

En attente de réponse

> Mes notes

***i** Pour plus d'informations, vous pouvez consulter le site internet de CITEO.*

Eco-TLC

Eco-organisme chargé du Textile, du Linge et de la Chaussure

Opérateurs privés

Entreprises

E P C I

> Historique et objectifs



Eco-TLC est un éco-organisme né fin 2008 pour répondre aux obligations légales instituées en 2006. Elle a été créée par les **professionnels de l'industrie et du commerces** des textiles d'habillement, de linge de maison et de chaussures. Elle compte aujourd'hui 29 associés représentant l'ensemble de la filière.



Code de l'Environnement : Art. L541-10-3
initié par la loi n°2006-1666 du 21/12/2006

> Plus précisément...

Pour devenir adhérent à cet éco-organisme, il faut s'inscrire via Territeo (cf page 32) qui s'occupe de la mise en relation avec Eco-TLC.

Eco-TLC est notamment chargé de :

- Percevoir les **éco-contributions** des metteurs sur le marché,
- Conventionner avec les **opérateurs de tri**,
- **Soutenir les collectivités** au titre d'actions de communication pour sensibiliser au tri

Les déclarations liées aux actions de communication sont à effectuer avant le **30 juin** concernant les activités de l'année N-1.

Il faut se connecter sur : <https://extranet.ecotlc.fr/>

Le saviez-vous ?



Objectif 2019

Collecter 300 000
tonnes de TLC =
4,6kg/an/habitant

À Noter



683 collectivités %
engagées en 2017, soit
75% de la population
française

Mon identifiant

Mon mot de passe

> Type d'informations à fournir



Les collectivités

Les déclarations à effectuer sont uniquement relatives aux actions de communication réalisées et aux outils de communication utilisés afin d'obtenir des subventions.

Les conditions :

Pour obtenir les soutiens financiers, la collectivité doit :

- Être conventionnée Eco-TLC,
- Mener des actions de communication en apposant à minima :
 - les consignes de tri,
 - le logo,
 - l'adresse des points de collecte,
 - le devenir des TLC usagés,
- Avoir au moins 1 Point d'Apport Volontaire (PAV) pour 2 000 habitants,
- Déclarer ses actions de communication.

Les montants : €

Soutien total: population municipale x 10 cts.

Si les communes remplissent toutes les conditions citées au dessus.

Soutien partiel: populations des communes membres où il y a 1 PAV/2000 habitants x 10 cts.

S'il n'y a pas 1 PAV/2 000 habitants mais que les autres conditions sont remplies.

À Noter : 1 PAV = une adresse géographique unique (donc 2 conteneurs au même endroit = 1 seul APV)

Les opérateurs

Les opérateurs de collecte et opérateurs de tri peuvent être conventionnés par Eco-TLC et les centres de tri peuvent être soutenus financièrement.

Opérateur de collecte

Conditions de conventionnement :

- Apposer la signalétique harmonisée sur PAV
- Déclarer trimestriellement le tonnage collecté et la destination de ces tonnages
- Déclarer annuellement le tonnage collecté par adresse

Centre de tri

Conditions pour être soutenu:

- Être une entité juridique propre
- Respecter la réglementation en matière de protection de l'environnement (ICPE)
- Assurer la traçabilité en amont et en aval des tonnes triées
- Atteindre le niveau de performance défini par l'agrément : **valorisation de 90% des TLC** collectés dont :
 - Taux de recyclage (effilochage ou essuyage) > à 20% ;
 - Taux d'élimination sans valorisation énergétique ≤ 5%

Sur le site de déclaration, on peut retrouver les tonnages collectés sur le territoire.

> Mes notes

***i** Pour plus d'informations, vous pouvez consulter le portail internet d'Eco-TLC et notamment « Mon guide pratique » pour les collectivités.*

Eco-système Récylum

Eco-organisme chargé des DEEE

> Historique et objectifs



ESR



Les deux éco-organismes emblématiques Eco-système et Récylum ont fusionné au 1^{er} janvier 2018 et se nomment désormais **ESR**.

ESR est une société privée à but non lucratif agréée par l'Etat et détenue par 41 entreprises : fabricants, importateurs et distributeurs.

Elle est chargée de la **collecte**, de la **dépollution** et du **recyclage des DEEE** (déchets d'équipements électriques, électroniques ménagers), des lampes, des DEEE professionnels ainsi que des petits extincteurs.



Directive Européenne 2002/96/CE du 23/01/2003
En France décret n°2008-829 du 20/07/2005

À retenir



Eco-système : 920 collectivités partenaires
Récylum: 2198 société partenaires

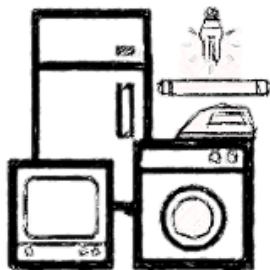
> Plus précisément...

En adhérent à l'éco-organisme, les collectivités peuvent confier l'organisation de la collecte ainsi que la dépollution et au recyclage des appareils déposés dans les déchèteries. Les collectivités ont ainsi la **garantie de la qualité du recyclage**.

À Noter



Un DEEE pro se recycle à plus de 75% de son poids.



Plus concrètement, ces deux éco-organismes apportent un **soutien financier** aux déchèteries (mise en sureté pour écosystème, abri adéquate pour Récylum), assure le coût des collectes exceptionnelles et finance également la communication. Des **supports de communication** sont mis à disposition gratuitement pour promouvoir le recyclage des DEEE.

Les demandes d'enlèvement sont à effectuer sur le portail web des éco-organismes.

> Type d'informations à fournir

Lors de la demande d'enlèvement, les informations à fournir sont :

- La quantité à enlever par flux
 - Pour les DEEE : nombre de Gros Electro-Ménager (GEM), Gros Electro-Ménager Hors Froid (GEMHF), caisses de Petit Appareil en Mélange, caisses d'écran etc.
 - Pour les lampes et les tubes : nombre de conteneurs à enlever
- La date souhaitée pour l'enlèvement (uniquement pour les DEEE)

Aides :

Lampes :

- Juste investissement au début pour abribox
- Aide à la communication

Le portail de connexion :
possibilité de faire les
demandes pour les DEEE et
lampes

DEEE :

Forfait de 460€/trimestre (milieu rural et semi-urbain : 6 tonnes minimum ; 10 tonnes pour milieu urbain)

Si ces tonnages ne sont pas atteints :

- Milieu rural + semi urbain : Un barème variable de 23 à 71€/tonne en fonction des scénarios (quantité de déchets à enlever)
- Milieu urbain : Une majoration qui dépendant de la tranche de densité dans laquelle se situe la collectivité. Intervient à partir du scénario S1 et est plafonnée à 16€/tonne.
- Tous les milieux : une majoration « soutien de protection du gisement », accessible qu'aux sites ayant des tonnages importants de DEEE. Majoration d'environ 15€/tonne

Forfaits de communication, sous présentation de justificatifs de la réalisation de communication, le forfait est plafonné entre 1 000 et 10 000€ selon le type de milieu et les densités.

> Mes notes

***i** Pour plus d'informations,
vous pouvez consulter*

Corepile

Eco-organisme chargé des piles et des petites batteries

Opérateurs privés

Entreprises

E P C I

> Historique et objectifs



Corepile est l'éco-organisme leader dans le recyclage des **piles et des petites batteries**. Il est agréé par l'État et assure la collecte et le recyclage des piles pour le compte de ses adhérents metteurs sur le marché.

Il a été créé en 1999 par les principaux fabricants et par les distributeurs afin de collecter les produits usagés. C'est en 2003 que l'éco-organisme est rebaptisé Corepile.



Europe: Directive 2006/66/CE du 6 septembre 2006
France : Décret 2009-1139 du 22 septembre 2009

> Plus précisément...



Lorsqu'une collectivité est en contrat avec Corepile, celle-ci doit remplir des conditions afin de pouvoir avoir accès au montant du **soutien à la communication** qui s'élève à 1 centime d'euro par habitant.

À retenir



+ de 30 000 points d'enlèvement

Cette somme ne peut être demandée **qu'une fois** sur la période de l'agrément qui est de six ans.

Pour prétendre à cette somme, la collectivité doit entre autre :

- informer ses habitants sur la collecte séparée des piles et des accumulateurs (via le site internet, le magazine...) en utilisant les slogans et logo de Corepile,
- mettre en place des opérations de sensibilisation auprès des habitants.

Ces actions visent à faire connaître la filière afin d'**augmenter son efficacité opérationnelle**.

À Noter



Taux de collecte de **45% en 2017** (objectif de la DE¹ atteint).
Ambition **50% en 2021**

¹ DE = Directive Européenne

> Type d'informations à fournir

Lorsque les collectivités sont en contrat avec Corepile, celle-ci doivent tenir à jour leurs coordonnées et informations d'ordre **administratives** via la **plateforme Territeo** (présentée p 32).

Lorsque les fûts ou carton de collecte sont pleins, les collectivités doivent se connecter sur la plateforme de Corepile afin de demander la collecte des piles et batteries. Il faut seulement indiquer le **nombre de fûts** à faire enlever et un prestataire viendra sous dix jours.

Il est également possible de consulter l'historique de demande de collecte afin de constater les quantités de piles collectées et ainsi recyclées/valorisées.

Mon identifiant

Mon mot de passe

Connexion à votre Compte Corepile

Pour accéder à la consultation et gestion des demandes d'enlèvement des piles et accumulateurs, veuillez vous identifier .

Besoin d'aide ? Consultez [l'aide en ligne](#).

Si vous ne connaissez pas votre N° d'enregistrement, veuillez contacter Corepile.
Email : corepile@corepile.fr / Tél : 0820 802 820.

Navigateur: Mozilla/5.0 (Windows NT 6.1; Win64; x64) AppleWebKit/537.36 (KHTML, like Gecko) Chrome/74.0.3729.131 Safari/537.36

N° d'enregistrement *

Mot de passe *

* champs obligatoires

Connexion

[Mot de passe oublié ?](#)

> Mes notes

***i** Pour plus d'informations, vous pouvez consulter le site de Corepile et notamment le « Le guide des collectivités ».*

PARTIE 3

3

3

3

Les acteurs du déchets sont soumis à des enquêtes statistiques. Certaines sont obligatoires, d'autres sont recommandées afin de mieux appréhender la gestion des déchets et son coût.

Matrice des coûts (ADEME)

Outil de gestion des coûts

> Historique et objectifs

Matrice
des coûts

Les collectivités ont l'**obligation réglementaire d'avoir une compatibilité analytique** (Art.L2224-17-1 du Code Général des Collectivités Territoriales). Afin de répondre à cette obligation, les collectivités peuvent utiliser la matrice des coûts et la méthode ComptaCoût®.

La matrice des coûts est un outil conçu par l'ADEME dans le but de connaître les **coûts liés à la gestion des déchets**. En effet, pour chaque flux de déchets il faut considérer les charges et produits associés pour évaluer avec précision le coût de gestion de ces derniers.

> Plus précisément...

Grâce à ces différentes données, les collectivités vont pouvoir **identifier des pistes de maîtrise des coûts**, ajuster la taxe ou la redevance d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM/REOM), ou encore mettre en place la redevance incitative. C'est par ailleurs un **outil de prise de décision** (exemple : l'agrandissement d'une déchèterie). Il a également une vocation à être un **outil de communication** auprès des élus et usagers.

La matrice des coûts peut être complétée par l'utilisation de la **méthode ComptaCoût®** qui permet la mise en place de la comptabilité analytique et ainsi de faciliter le remplissage de la matrice.

À retenir



Pour qu'elle soit représentative, il faut remplir la matrice chaque année.

À Noter



Formation de 2,5j en binôme (responsable service déchet + comptable).



Les matrices saisies sont vérifiées par un bureau d'étude mandaté par l'ADEME, et les données fournies alimentent des **référentiels nationaux ou régionaux**.

Une formation de 2,5 jours (code Déchet63) est proposée gratuitement par l'ADEME pour se former à ces outils (pour s'inscrire : www.formations.ademe.fr).

> Types d'informations à fournir

Pour compléter la matrice des coûts, il faut extraire les données des logiciels comptables puis les placer dans la matrice pour obtenir une analyse.

Chaque matrice est différente pour s'adapter aux collectivités. La matrice des coûts est représenté par un tableau à *double entrée* :

- En lignes les différentes charges et produits relatifs au service et classées selon leur natures (fonctionnelles, techniques...)
- En colonne, les différents types de flux de déchets pris en charge par la collectivité (OMR, Verre, recyclables secs issus des OMR, biodéchets des ménages, déchets des déchèteries...)

Année 20xx Montants en € HT			Flux des déchets				Total
			OMR	Verre	Recyclables secs des OM	Déchets déchèteries	
Charges	Fonctionnelles	Charges de structure					
		Communication					
		TOTAL Fonctionnelles					
	Techniques	Prévention					
		Collecte et pré-collecte					
		Transfert/transport					
		Traitement des DND					
		Enlèvement et traitement des DD					
		Autres charges					
		TOTAL Techniques					
	TOTAL Charges						
Produits	Industriels	Ventes de produits et d'énergie					
		Prestations à des tiers					
		Autres produits					
		TOTAL Industriels					
	Soutien	Tous soutiens des sociétés agréées					
		Amortissement					
	Aides	Aides à l'emploi					
		TOTAL Aides					
	TOTAL Produits						
Autres infos	Montants de la TVA acquittée						
	Contribution usagers	TEOM					
	Contributions des collectivités						
	TOTAL Contribution						

Un exemple de matrice des coûts

> Mes notes

i Pour plus d'informations, vous pouvez consulter le site de l'ADEME.

Enquêtes ITOM élargies (ADEME)

Enquêtes sur les Installations de Traitement des Ordures Ménagères

> Historique et objectifs



Les enquêtes ITOM sont réalisées dans le but de suivre l'évolution des mises en œuvre des politiques dans le domaine des déchets. Ce sont des outils pour **analyser les évolutions dans le traitement des déchets**, à savoir : leur quantité, leur typologie, leur origine, leur destination etc. Ce sont également des outils qui permettent une **comparaison entre les collectivités**. Jusqu'en **2012**, les enquêtes concernaient uniquement les installations de traitement des DMA, depuis, les installations de traitement des DNDAE sont également enquêtées.

> Plus précisément...

C'est l'**ADEME** ou des **organismes partenaires** (comme des observatoires régionaux) qui effectuent ces enquêtes et traitent les données recueillies.

Ces dernières sont réalisées toutes les années impaires sur les données relatives à l'année précédente et sont envoyées directement aux acteurs concernés.

Note : Si c'est un organisme partenaire qui est en charge de l'enquête, la fréquence peut-être annuelle.

À retenir



Réalisée les années **impaires** ou tous les ans selon les régions.

Le saviez-vous ?



Le taux de réponses est très élevé (entre **75 et 90%**).

> Installations concernées

Neufs types d'installations sont concernés par cette enquête. Les informations à déclarer sont énumérées par la suite.

- Centre de tri de Déchets Ménagers et Assimilés (DMA)
- Centre de tri des Déchets Non Dangereux des Activités Economiques (DNDAE)
- Co-incinération
- Compostage des Déchets Ménagers Assimilés
- Installations de stockage de déchets non dangereux (ISDND) fermées
- Installations de stockage de déchets non dangereux (ISDND)
- Plateformes de traitement et maturation de mâchefers de déchets ménagers et assimilés
- Méthanisation de déchets ménagers et assimilés
- Incinération (UIOM)



> Types d'informations à fournir

Les enquêtes diffèrent légèrement selon le type d'installation mais sont organisées généralement de la façon suivante :

➤ Les procédés liés à l'installation

Il faut indiquer les méthodes utilisées dans l'installations ainsi que les capacités de chacune d'entre elles, par exemple :

- Les types de tri pour les centres de tri,
- Les données techniques des fours pour les installations de (co-)incinération,
- Les types de compostages dans les installations concernées.



➤ La nature, la quantité et l'origine des déchets triés dans le centre

Il faut détailler la quantité de déchets selon leur typologie (emballage en mélange, journaux et magazines, déchets inertes de construction et de démolition, mâchefers bruts...) et indiquer leur département d'origine.

Cas particulier pour les ISDND (fermées ou non) qui portent sur les quantités de lixiviats.

➤ Les déchets reçus mais non traités

Il faut indiquer le motif du refus (tri, compostage, non incinération, non méthanisation...) qui peuvent être dus à la radioactivité, des problèmes techniques etc. Il faut inscrire les quantités concernées et la destination du flux.

La dernière partie diffère selon les types d'installations. Les types d'informations demandées sont les suivantes :

➤ La destination après traitements des flux de matières (tri, compost, mâchefers...)

Il faut indiquer où les déchets sont envoyés traitement en inscrivant notamment les quantités, le type de service vers lequel les déchets sont emmenés (valorisation, recyclage, incinération...) ainsi que le nom de l'entreprise qui les réceptionne.

➤ La valorisation de matière, d'énergie

Les quantités sont à indiquer.

> Mes notes

***i** Pour plus d'informations, vous pouvez consulter le site de l'ADEME.*

Enquête Collecte

Enquête sur la gestion des déchets ménagers

> Historique et objectifs



Ces enquêtes contribuent au suivi de **l'évolution des politiques déchets** en France mais permet également d'alimenter un **outil statistique** européen. Ces résultats mis à disposition, sont une base pour aider à la décision, permet de comparer les territoires ou encore de planifier les besoins.

> Plus précisément...

L'ADEME et ses **partenaires** (notamment les observatoires régionaux) s'occupent de cette mission de collecte et de traitement de données.

Ces dernières sont réalisées toutes les années paires sur les données relatives à l'année précédente et sont envoyées directement aux acteurs concernés.

Note : Si c'est un organisme partenaire qui est en charge de l'enquête, la fréquence peut-être annuelle, c'est le cas pour de nombreuses régions.

À retenir

Réalisée les années **paires** ou tous les ans selon les régions.

Le saviez-vous ?

% Le taux de réponses est très élevé (entre **75 et 90%**).

Code déchets SINEC	Type de Collecte	Mode de gestion	Mode de collecte en % de la population		Pour le PâP : Fréquences de collecte % de population concernée			Quantités collectées en 2015, en tonnes		Destinations des déchets collectés			Kilométrage annuel parcouru par les véhicules de la collecte au traitement (sans doubles comptes)	Nombre et type de bennes utilisées : classique, compartimentée, robotisée, optibag, ... + indiquer les flux collectés simultanément	
		Préciser : → La date de démarrage de la collecte → Mode de gestion : Régie/Prestation ou DSP → Si MP ou DSP : préciser nom de l'exploitant - dpt	Porte à Porte + préciser le no de pts de repér	Apport Volontaire + préciser le nb de bornes	Zone 1	Zone 2	Zone 3	Porte à Porte	Apport Volontaire	Type(s) d'installation(s) (voir notice) hors transit et regroupement	Nom de(s) l'installation(s) destinataire(s) hors transit et regroupement	Commune et Département de l'installation			
Collectes des déchets ménagers et assimilés – Hors déchèteries															
11.11	Ordures ménagères résiduelles Transit par un quel de transfert cochez : <input type="checkbox"/>	Date : <input type="checkbox"/> régie <input type="checkbox"/> MP <input type="checkbox"/> DSP Exploitant :	%PR	% bornes	C.....%	C.....%	C.....%								
11.11	OMR(2) (si plusieurs destinations)		%PR	% bornes	C.....%	C.....%	C.....%								
07.11	Verre Transit : <input type="checkbox"/>	Date : <input type="checkbox"/> régie <input type="checkbox"/> MP <input type="checkbox"/> DSP Exploitant :	%PR	% bornes	C.....%	C.....%	C.....%								
10.3	Déchets verts Transit : <input type="checkbox"/>	Date : <input type="checkbox"/> régie <input type="checkbox"/> MP <input type="checkbox"/> DSP Exploitant :	%PR	% bornes	C.....%	C.....%	C.....%								
10.2	Biodéchets des ménages Transit : <input type="checkbox"/>	Date : <input type="checkbox"/> régie <input type="checkbox"/> MP <input type="checkbox"/> DSP Exploitant :	%PR	% bornes	C.....%	C.....%	C.....%								

Tableau concernant la collecte des déchets hors déchèteries de l'enquête collecte
(Source : ADEME)

> Types d'informations à fournir

Les enquêtes collectes sont séparées en 3 grandes parties :

1. La présentation de la collectivité

Compétences exercées dans le domaine des déchets, agrément avec les Eco-organismes, les emplois liés à ce domaine d'activité, le mode de financement etc.

2. La collecte des déchets hors déchèteries

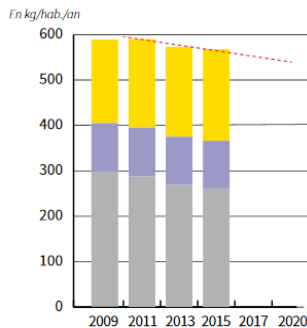
Le mode de gestion, la fréquence des collectes, les tonnages des différents types de déchets etc.

3. Les déchèteries

Informations administratives pour chacune des déchèteries, le fonctionnement (horaires, fréquentation...) et les déchets admis dans les déchèteries.

Exemples de résultats :

Évolution des performances de collecte des DMA par type de collectes



■ Ordures ménagères résiduel
■ Collectes séparées
■ Déchèterie
--- Objectif 2020

Source: ADEME

Répartition des destinations des DMA en 2015



Source: ADEME

> Mes notes

i Pour plus d'informations, vous pouvez consulter le site de l'ADEME.

Enquêtes INSEE

Enquête sur la production de déchets non dangereux dans l'industrie et le commerce

> Historique et objectifs



L'instauration de ces enquêtes en France fait suite à la réglementation européenne n°2150/2002 datant de 2002 sur les statistiques relatives aux déchets.

Deux enquêtes nous intéressent dans le cadre de ce guide : l'enquête réalisée auprès des **industries** et celle réalisée auprès des établissements **commerciaux**.

Leur but étant respectivement **d'estimer la quantité de DND** produits par les **établissements industriels** de plus de **10 salariés** et d'estimer celle produits par les **établissements commerciaux** (hors automobiles) de plus de **20 salariés**.



Règlement Européen n°2150/2002 du 25 novembre 2002 relatif aux statistiques sur les déchets

Échéance



De **septembre à décembre**, tous les **4 ans** pour industrie ; aléatoire pour commerce

> Plus précisément...

Industrie

L'enquête a lieu **tous les 4 ans**, la prochaine session aura lieu en 2020. La période de réponse s'étend de **septembre à décembre** concernant les informations liées à l'année précédente.

Les établissements enquêtés sont ceux dont le code NAF correspond aux sections B, C et D.

Cette enquête est à remplir en ligne sur <http://entreprises.insee.fr/> onglet « Enquête Production de déchets non dangereux dans le commerce » (possibilité de la recevoir par courrier sur demande).

En 2012, l'échantillon interrogé était d'environ **10 000 unités** pour un taux de réponse avoisinant les 86%.

Commerce

L'enquête est **apériodique**, la dernière enquête a été réalisée en 2013 (pour 2012). La période de réponse s'étend de **septembre à décembre** concernant les informations liées à l'année précédente.

Les établissements enquêtés sont ceux dont le code NAF correspond à la section G, divisions 46 et 47.

Cette enquête est à remplir en ligne sur <http://entreprises.insee.fr/> onglet « Enquête Production de déchets non dangereux dans l'industrie » (possibilité de la recevoir par courrier sur demande).

En 2012, l'échantillon interrogé était d'environ **5 000 unités** pour un taux de réponse avoisinant les 82%.

> Types d'informations à fournir

Les types d'informations à fournir sont les suivantes :

- Informations **administratives** + informations générales (activité, effectif...);
- Informations **qualitatives** sur la gestion des déchets et les préoccupations environnementale au sein de la structure;
- Informations **quantitatives** sur la production de déchets non dangereux : tonnages, informations sur collecte et traitement selon le type de déchet :
 - Boues et effluents non dangereux (uniquement industrie);
 - Déchets organiques non dangereux;
 - Déchets non dangereux en mélange;
 - Déchets non dangereux triés (verre, plastique...).
- Informations sur **les modes de collecte et de traitement** :
 - Sur site / hors site (indiquer collecteur);
 - Destination finale :
 - Déchets organiques (épandage, compostage...);
 - Déchets non triés et triés (recyclage, valo matière...).

Mon identifiant

Mon mot de passe



Portail d'authentification

Réponse aux enquêtes entreprises de la Statistique publique (<https://entreprises.stat-publique.fr/portail>)

Aide à la connexion

Pour vous authentifier, veuillez saisir l'identifiant et le mot de passe qui vous ont été précédemment transmis.

Pour des raisons de sécurité, le nombre de tentatives de saisie de vos éléments d'authentification est limité.

Vous disposez de 30 minutes pour vous authentifier.

Si vous ne parvenez pas à vous authentifier, veuillez consulter l'aide en ligne.

Authentification

Identifiant

Entrez votre identifiant...

Mot de passe

Entrez votre mot de passe...

Se connecter

[Identifiant oublié ?](#) | [Mot de passe oublié ?](#)

<http://entreprises.insee.fr/> puis choisir l'enquête souhaitée

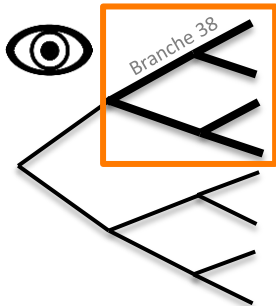
> Mes notes

Pour plus d'informations, vous pouvez consulter le site de l'INSEE.

Observatoire de branches

Observatoire prospectif et analytique des métiers

> Historique et objectifs



La mise en place d'observatoire de branches a été impulsée par la loi du 4 mai 2004 relative à la formation professionnelle.

Les observatoires effectuent des enquêtes dans **chaque branche professionnelle** et les résultats permettent d'observer **l'évolution de l'emploi**, des compétences et des formations.

Grâce à ces enquêtes, l'évolution des métiers peut être anticipée et le changement facilité. De plus, la communication des résultats favorise les échanges et les partenariats au sein de la branche.

> Plus précisément...

Les enquêtes sont commandées annuellement par le **SNAD** (Syndicat National des Activités du Déchet) ou par des organismes partenaires.

Ce travail d'enquête est attendu par le Ministère du Travail et celui-ci est ensuite présenté à un **comité paritaire** constitué de représentants des salariés et de syndicats patronaux.




Les entreprises concernées sont celles dont la division du **code NAF** est le **numéro** :

- **38.1**, Déchets; collecte des déchets
- **38.2**, Traitement et élimination des déchets


Les établissements dont le code NAF appartient à la division 38.3 lié à la récupération de matériaux; matières premières secondaires, sont concernés par une autre enquête de branche.



À retenir

 Enquête faite annuellement

À Noter

 Entreprises concernées : code NAF appartient à la division 38.1 et 38.2

> Types d'informations à fournir

Les informations demandées sont :

1. Les effectifs

Répartitions selon le sexe, la classe socio-professionnelle, des CDI, CDD, alternants etc.

2. La durée de travail

Répartition selon les CDI/CDD, nombre d'heures supplémentaires etc

6. Les travailleurs handicapés

3. Les mouvements de personnel

Le cas échéant, répartition des embauches et des départs

7. Les rémunérations

Rémunération globale brute, valeur du point appliqué par l'entreprise

4. Les accidents de travail

Le cas échéant, les taux de gravité et de fréquence, le nombre de salariés en incapacité permanente/maladie professionnelle etc.

8. La formation professionnelle

Répartition des formations selon la classe socio-professionnelle, le sexe etc.

5. La pénibilité

Répartition des salariés exposés aux facteurs de pénibilité

9. Le recours aux contrats courts

Le cas échéant, indiquer les motifs

> Mes notes

i Pour plus d'informations, vous pouvez consulter le site de la FNADE.

PART 4

4

4

4

Dans cette partie vous seront présentés un échantillon d'outils créés afin d'aider les acteurs du déchets à s'inscrire dans une démarche plus environnementale mais également dans une démarche plus humaine vis-à-vis des conditions de travail des employés du secteur.

CO₂ et énergie évités

Évaluation environnementale du recyclage

> Historique et objectifs



Cet outil créé par FEDEREC avec le soutien de l'ADEME, permet de calculer **l'évaluation environnementale** des filières du recyclage des déchets collectés. D'autres outils semblables avaient été mis en place notamment via la méthode de l'ACV (Analyse du Cycle de Vie) mais ceux-ci ne dressaient pas un bilan complet du recyclage. FEDEREC a eu la volonté de créer un outil qui traitait du **bilan du recyclage** dans son ensemble.

> Plus précisément...

Cet outil est destiné à l'ensemble des acteurs de la filière : de la collecte du déchet jusqu'à sa réincorporation en tant que matière première chez les industriels.

Ce logiciel permet de mesurer les **bénéfices environnementaux du secteur du recyclage** en utilisant la méthodologie de l'ACV. Il modélise par filière ou par matériaux, l'ensemble du processus de recyclage de la matière/du produit, du transport, de la collecte du déchet jusqu'à sa valorisation.

Deux indicateurs peuvent être mesurés : les économies de CO₂ et les économies d'énergies.

La compétitivité des matières recyclées est ainsi mise en relief.

L'accès à la plateforme n'est pas libre. Il faut participer à une *formation payante* d'une journée réalisée par FORMAREC pour y avoir accès.

Mon identifiant

Mon mot de passe

À retenir



Mesure les économies de CO₂ et d'énergie.

À Noter



Formation obligatoire pour utiliser l'outil.

Évaluation Environnementale du Recyclage

Le recyclage permet des économies de ressources naturelles tout en diminuant les impacts sur l'environnement, telle que la réduction des émissions CO₂.

FEDEREC vous propose cet outil de calcul d'évaluation environnementale des filières du recyclage de déchets collectés en France et recyclés en France ou à l'étranger.

— Vous pouvez calculer les bénéfices associés au recyclage des déchets que vous prenez en charge! Faites en un véritable argument commercial auprès de vos clients, qu'ils soient en amont ou en aval de votre entreprise.

* Le périmètre du calcul inclut la collecte de déchets, les étapes allant jusqu'à la production de matières premières de recyclage et la transformation en matières recyclées, la fin de vie évitée des déchets (élimination) et la production évitée de matières premières primaires/vierges.
La fabrication / production d'objet semi-fini ou fini n'est pas intégrée dans le périmètre de cette étude.

Accéder à l'outil Déjà un compte? Connectez-vous !

Sinon enregistrez-vous !

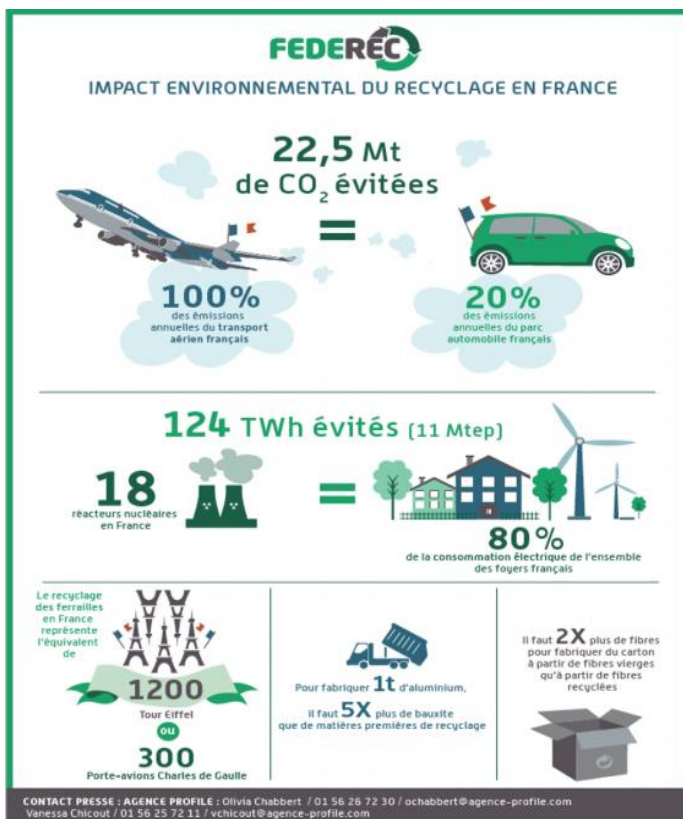
Nom d'utilisateur

Mot de passe

[Mot de passe oublié ?](#)

<https://federec.instantlca.com/>

> Types d'informations demandées



Source: FEDEREC

FEDEREC a utilisé cet outil à grande échelle en simulant l'impact environnemental du recyclage de la France chaque année.

Les informations à fournir sont pour chaque étape de la vie du déchet, relativement complètes.

Dans un premier temps, il faut spécifier :

- Les filières et/ou matériaux concernés
- Indiquer à quelles étapes les tonnages renseignés sont à prendre en compte (collecte, tri...)

Par la suite, il est demandé de :

- Détailler pour chaque flux et à chaque étape le type de transport utilisé, le nombre de km parcourus etc,
- Indiquer la répartition des gisements issus de la collecte,
- Indiquer la répartition des Matières Premières Recyclées etc (à l'issue du tri)
- Indiquer les taux de pertes à chaque étapes etc.

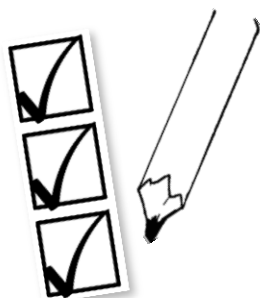
> Mes notes

***i** Pour plus d'informations, vous pouvez consulter le site internet de Federec.*

Evaluac

Auto-évaluation des pratique et risques

> Historique et objectifs



Evaluac est un outil d'**auto-évaluation** conçu en 2015 par la CRAMIF et destiné aux collectivités territoriales donneuses d'ordres ainsi qu'aux opérateurs de collecte de déchets afin de s'auto-évaluer par rapport aux **recommandations R437**.

C'est quoi R437 ?

C'est un rapport rédigé par une caisse d'assurance maladie (CNAMTS) comprenant des recommandations quant à la prévention des risques liés à la collecte des déchets

> Plus précisément...

Cet outil permet de faire **progresser la sécurité** dans les métiers de la collecte, de mesurer et de caractériser le niveau d'application des recommandations R437.

Il contribue également à **l'amélioration de l'image** de la collectivité (et de l'opérateur de collecte) et de renforcer le dialogue entre tous les acteurs et de donner de la lisibilité aux efforts des élus, de la population et des opérateurs.

Dans l'idéal, l'évaluation doit être effectuée annuellement de façon à statuer sur l'avancement du plan d'action pour atteindre les objectifs de la recommandation R437.

L'évaluation est à effectuer sur : <https://evaluac.cramif.fr/>

À retenir



À effectuer idéalement tous les ans.

Code de référence



EVALUAC

Identification : vous êtes ?

Donneur d'ordres ☐

Opérateur de collecte ☐

Commencez votre évaluation

[Créer un nouveau questionnaire](#)

[Démarrer une session d'essai](#)

Reprenez l'évaluation

Code de référence

[Reprendre](#)

Les données renseignées dans l'applatif ne permettent pas l'identification de personnes ou d'entreprises. Elles sont conservées afin de poursuivre ou modifier une évaluation.

> Types d'informations demandées

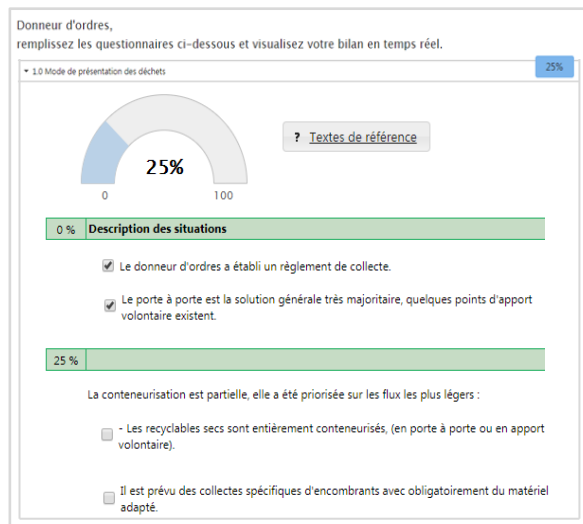
Evaluac est disponible pour deux profils : les donneurs d'ordres à savoir les collectivités et les opérateurs de collecte.

Plusieurs thématiques (citées ci-dessous) sont abordées. Pour chacune d'entre elles, plusieurs réponses sont proposées auxquelles sont associés des pourcentages de 0% à 100% qui correspondent au degré d'adéquation avec les recommandations R437.



Donneur d'ordres :

- Mode de présentation des déchets
- Véhicules de collecte
- Choix des contenants
- Maintenance des conteneurs
- Plans de tournées
- Aménagement de l'espace urbain
- Suivi de la collecte



Visuel de la plateforme Evaluac

Opérateur de collecte :

- | | |
|--|---|
| <ul style="list-style-type: none"> ➤ Réponse à l'appel d'offre ➤ Mesures de prévention des risques professionnels ➤ Plan de tournées ➤ Suivi de collecte ➤ Caractéristiques des véhicules de collecte de DMA ➤ Modalités organisationnelles concernant un nouvel arrivant ➤ Modalités organisationnelles en cas de présence de déchets non prévus | <ul style="list-style-type: none"> ➤ Carnet de bord ➤ Maintenance des véhicules de collecte des déchets ➤ Lavage des véhicules de collecte de déchets ➤ Equipements de protection individuelle ➤ Circulation dans l'entreprise ➤ Locaux sociaux ➤ Surveillance médicale renforcée ➤ Procédures à suivre en cas de piqûre ou blessure ➤ Formation/Information |
|--|---|

> Mes notes

i Pour plus d'informations, vous pouvez consulter <https://evaluac.cramif.fr/>

PARTIE 5

Pour aller plus loin...

Sommaire

Onglet réglementaire	p. 63
Matrice région Rudologia	p.66

Onglet réglementation

PGARTIE5

TGAP

- Code des douanes : Art 266 sexies à 266 terdecies
- FR : Code de l'environnement : Art L41-10-4
 - Décret n°2017-1447 du 5 octobre 2017 relatif à la TGAP et modifiant le décret n°99-508

GEREP

- UE : Règlement n°166/2006 : création d'un registre européen des rejets et des transferts de polluants
- FR : Arrêté du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et des déchets

GISTRID

- International : Convention de Bâle du 22 mars 1989 sur le contrôle des mouvements transfrontaliers de DD et leur élimination
- UE : Règlement (CE) n°1013/2006 du parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 FR : code de l'environnement : Art L541-40 à L541-42-2 et R541-62 à R541-64.
- Arrêté du 23 juillet 2015 portant sur la création d'un traitement de données à caractère personnel dénommé « GISTRID » relatif au transferts transfrontaliers des déchets.

BSD

FR : Code de l'environnement Art R541-45 (25 septembre 2009) relatif au circuit de traitement des déchets, instauration du bordereau de suivi

(Décret n° 2009-1139 du 22 septembre 2009, article 4, Décret n° 2011-396 du 13 avril 2011, article 3, Décret n° 2011-828 du 11 juillet 2011, article 13 IV et Décret n°2016-288 du 10 mars 2016, article 9)

GIDAF

- Arrêté du 2 février 1998 pour les installations soumises à autorisation : prélèvement et analyse des eaux résiduaires.
- Arrêté du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des ICPE : obligation d'utiliser la plateforme GIDAF.

Attestation de valorisation de déchets de papier/carton, métal, plastique, verre et bois

- UE : directive cadre déchets de 2008
- FR : code de l'environnement : Art D543-280 à D543-284
 - Décret n°2016-288 du 10 mars 2016 section 3 relative au tri à la source et aux 5 flux
 - Arrêté du 18 juillet 2018 : attestation délivrée par les exploitants d'installations de valorisation.

Collecte et transport, négoce et courtage de déchets

- Code de l'environnement :
 - Collecte/transport : Art R541-50 à R541-54 : déclaration auprès du préfet de l'activité
 - Négoce et courtage : Art R541-55 à R541-58 : déclaration auprès du préfet de l'activité

Le registre

Code de l'environnement : Art R541-43, R541-46, R541-50

- Arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres
- Arrêté du 27 juillet 2012 modifiant divers arrêtés relatifs au traitement des déchets

SYDEREP

FR : Arrêté du 20 décembre 2017 relatif à la procédure d'enregistrement et de déclaration des données de la filière des déchets d'emballages ménagers, et de la filière des papiers graphiques.

Enquêtes INSEE

Règlement Européen n°2150/2002 du 25 novembre 2002 *relatif aux statistiques sur les déchets*

Emballages ménagers (CITEO)

- UE : Directive n°94/652/CE (modifié par n°2004/12/CE) pour les emballages
- FR : Décret n°92-377 ; n°98-638 ; n°96-1008

Papiers graphiques ménagers (CITEO)

- UE : Pas de directive spécifique
- Code de l'environnement Art L541-10-1 (périmètre des papiers graphiques visés) + Art D543-207 à D543-213
 - Décret n°2008-1298 du 10/12/2008 (modifié par décret 2010-945 du 24/08/2010)

Eco-TLC

- Pas de directive européenne
- Code de l'environnement : Art 541-10-3 relatif à la contribution des metteurs sur le marché des produits textiles d'habillement, de chaussures ou de linge de maison pour leur recyclage et leur traitement.

ESR

- UE : Directive 2002/96/CE du 27 janvier 2003 sur la réglementation de la collecte et l'élimination des DEEE modifiée par la directive 2012/19/UE (champ d'application élargi + augmentation des objectifs de collecte et traitement)
- FR : Décret n°2005-829 du 20 juillet 2005 relatif à la composition des équipements électriques et électroniques et à l'élimination des déchets issus de ces équipements.

Corepile

- UE : Directive 2006/66/CE du 6 septembre 2006
- FR : Décret 2009-1139 du 22 septembre 2009 ; Code de l'environnement : Art R543-124 à R543-134

Matrice région Rudologia

Afin d'accompagner les régions dans l'élaboration des futurs plans régionaux de prévention et de gestion des déchets (PRPGD), les différentes filières REP, par le biais des éco-organismes, ont souhaité mettre à disposition une matrice de données qui permettra de délivrer les principaux indicateurs de chaque filière de façon rapide et homogène.

Chaque filière ayant ses spécificités, le choix a été fait de disposer d'un onglet par filière.

Pour chaque filière, chaque région disposera ainsi d'indicateurs nationaux et d'indicateurs régionaux lorsque ceux-ci pourront être déclinés à l'échelon régional. Un code couleur permet d'identifier les données communicables (en vert) et celles non disponibles (N.D.) .

Sur la base de cette matrice de données, chaque région pourra ensuite solliciter le référent de la filière concerné pour obtenir les données les concernant.

Les coordonnées des référents sont précisées en bas de chaque onglet.



255 avenue Georges Trouillot
39 000 Lons-le-Saunier

Juillet 2019



<https://www.rudologia.fr/>
<https://www.rudotheque.fr/>
<https://www.rudoflash.fr/>



03 84 86 15 80
contact@rudologia.fr